

2 Politique

Liberté de la presse/ Classement de Reporters sans frontières

Le gouvernement conteste le rang du Gabon

Martina ADA METOULE
Akanda/Gabon

A travers la conférence de presse qu'il a animée hier au stade d'Angondje, le ministre de la Communication Alain Claude Bilie-By-Nze a exprimé le sentiment de l'équipe gouvernementale. Selon lui, la 108^e place occupée par le Gabon résulte d'un classement "idéologique et subjectif". En outre, cet échange avec la presse a été l'occasion pour l'orateur d'aborder d'autres sujets d'actualité.



Photo : Bandoma

Le porte-parole du gouvernement juge "idéologique et subjectif" le classement du Gabon dans le rapport de RSF.

LE Porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze a contesté le rang du Gabon dans le classement fait par l'Organisation non gouvernementale (ONG) Reporters sans frontières. A en croire Alain-Claude Bilie-By-Nze, la place de son pays est le fruit d'un classement "idéologique et subjectif". "Reporters sans frontières sont les amis de ceux qui sont proches de ceux-là qui contestent ce que nous faisons", a-t-il mentionné, avant de se demander "s'il

y a un journaliste qui est emprisonné ou poursuivi pour ses écrits?". En clair, les huit places perdues par le Gabon se justifient selon le porte-parole par le manque d'objectivité dont a fait preuve RSF. Notons tout de même que cette ONG déplore les mesures d'encadrement "autoritaires" prévues dans le nouveau code de la communication. Sur un tout autre volet, le ministre de la Communica-

tion a évoqué la date du 3 mai, relative à la journée internationale de la liberté de la presse. Comme chaque année, le Gabon à l'instar des autres pays, commémorera cet événement sous le thème : Le rôle des médias dans la promotion des sociétés pacifiques, justes et inclusives". Aussi, Bilie-By-Nze s'est-il permis de donner aux journalistes ce qui va constituer l'agenda cultu-



Photo : Bandoma

Des journalistes plutôt dubitatifs à la conférence de presse.

rel du mois de mai. Ainsi, après adoption par le conseil des ministres, trois événements ont été retenus. Notamment, la semaine de la décennie des personnes d'ascendance africaine qui se tiendra du 17 au 19 mai ; la journée mondiale de la diversité culturelle, du 19 au 21 mai et, la reprise de la fête des cultures, du 30 juin au 02 juillet 2017. A cet effet, l'orateur tiendra une conférence de presse ce

mardi dans une structure hôtelière de la place. Le secteur de l'éducation n'était pas en reste. La presse a été informée de ce que le calendrier scolaire connaîtra un réaménagement. Ceci, à cause des perturbations observées, suite au mouvement de grève lancé par les enseignants et qui a duré plusieurs mois. Aussi, a-t-il affirmé que le paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP) a déjà été

effectué. Ainsi, les cours ayant repris, le porte-parole a indiqué que sur plus de 800 enseignants suspendus dernièrement, près de 17 d'entre eux n'ont pas repris le chemin de l'école. Devant cette situation, Alain-Claude Bilie-By-Nze a indiqué qu'un processus de radiation va être engagé très prochainement. Enfin, l'orateur est revenu sur l'agenda du chef de l'Etat et de certains membres du gouvernement.

Dialogue politique/Travaux en commissions

Débats houleux !

M.A.M
Akanda/Gabon

LES débats entre la majorité et l'opposition dans le cadre du dialogue politique se poursuivent. Certes dans un climat de sérénité et de calme comme l'affirment certains. Mais, on note, toutefois, que les discussions sont de plus en plus houleuses. En fonction du sujet posé sur la table. Sur les quatre commissions qui s'attellent à trouver des solutions aux maux qui minent la société gabonaise, certains délégués ont du mal à harmoniser leurs points de vue quant aux solutions à y proposer. C'est le cas par exemple de la commission 4 qui traite des questions relatives à la consolidation de la paix et de la cohésion nationale. Certains participants laissent également entendre que ce n'est pas aussi facile dans les autres groupes. Selon des indiscretions, les débats sont de plus en plus heurtés dans la commission chargée de réfléchir sur la réforme des institutions et l'Etat de droit démocratique. Il nous revient d'ailleurs qu'aboutir au consensus sur les problématiques posées n'est pas chose aisée. Une situation due aux divergences de plus en plus marquées entre la majorité et l'oppo-



Photo : Bandoma

Le porte-parole de l'opposition de la commission 2, Norbert Ngoua Mezui faisant le point des travaux.



Photo : Bandoma

Quelques membres de la majorité de la commission 3 en conclave.



Photo : Bandoma

sition. Chaque camp cherchant à défendre, voire, valider coûte que coûte ses propositions face aux suggestions du camp adverse. Fort de cela, les travaux n'avancent pas au rythme souhaité par certains observateurs. Hier, par exemple, ladite commission n'a pas pu tenir sa plénière à cause, de ces raisons évoquées. Une sorte de concertation s'est imposée dans chaque camp, pour réajuster et voir comment trouver la méthode qui devra conduire à l'aboutissement du consensus.

Les débats de la commission 1 sont quelque peu houleux.